

# Frontex, rempart de l'Europe forteresse !

À la lecture de l'article paru sur le site de la RTBF du 21 septembre dernier<sup>1</sup>, initialement titré "Ces héros du quotidien : les hommes et les femmes de Frontex" et rebaptisé quelques heures plus tard "Une journée avec les hommes et les femmes de Frontex", nous aurions pu croire qu'il s'agissait d'une campagne de recrutement pour cet organisme européen. "Travailler pour Frontex, c'est agir pour la collectivité" ; "travailler pour Frontex, c'est se réaliser" ; "travailler pour Frontex, c'est faire partie de la grande Europe" semble affirmer ce papier. Mais sous des faux-semblants d'objectivité, cet article nous apparaît clairement partial étant donné l'omission de nombreuses informations.

## Melting-pot nauséabond

Non, Frontex n'a pas un rôle émancipateur mais est un outil de répression et de blocage des arrivant.e.s et migrant.e.s avant qu'ils/elles ne touchent le sol de l'Union européenne ou de l'Espace Schengen.

Or, les raisons d'être de Frontex – en réalité, celles que l'auteur a choisi de présenter – s'égrènent tout au long de l'article sous un jour positif. Nous y apprenons que les employé.e.s se dévouent pour nous protéger de la drogue, de la criminalité, des trafics en tout genre... mais aussi de l'immigration "illégal". Il s'agirait donc de nuisances multiples agrégeables en un tout homogène. Autrement dit, les Européen.ne.s, honnêtes citoyen.ne.s, seraient menacé.e.s et l'objet du malheur viendrait, forcément, de l'extérieur. Cette idée prend appui sur une sémantique très orientée : "sécurité", "protection", "affrontement", "terrain de chasse" (l'Europe serait-elle un terrain de chasse ?!)...

Paresse intellectuelle et alimentation des peurs constituent donc le ton de cet article. À l'heure où l'extrême droite, véritable menace, gangrène toute l'Europe, nous ne pouvons nous y résoudre. Dès lors, nous formulons une série d'interrogations.

Quels sont les effets possibles de ce type d'article ? A titre d'illustration, de la perception de menaces à l'armement des agents<sup>2</sup>, il n'y a qu'un pas... que la Commission européenne a déjà franchi... et que l'article de la RTBF ne mentionne pas.

Faut-il, une fois de plus, assimiler l'immigration à une menace ? Faut-il associer l'immigration au trafic de drogue ? À la criminalité ? Faut-il rappeler que les migrant.e.s sont en danger et

---

<sup>1</sup> Labye (Esmeralda), "Une journée avec les hommes et les femmes de Frontex", RTBF, rtbf.be, le 21 septembre 2019, consulté le 24 septembre 2019. URL : [https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_ces-heros-du-quotidien-les-hommes-et-les-femmes-de-frontex?id=10313604&fbclid=IwAR2n\\_84BhZjIWM2VzOen-ICNQMktbiH8btgO3K4f27HCYpigqt1dpshILQ8](https://www.rtf.be/info/monde/detail_ces-heros-du-quotidien-les-hommes-et-les-femmes-de-frontex?id=10313604&fbclid=IwAR2n_84BhZjIWM2VzOen-ICNQMktbiH8btgO3K4f27HCYpigqt1dpshILQ8)

<sup>2</sup>European Commission, « Regulation of the European Parliament and of the Council on the European Border and Coast Guard and repealing Council Joint Action n°98/700/JHA, Regulation (EU) n° 1052/2013 of the European Parliament and of the Council and Regulation (EU) n° 2016/1624 of the European Parliament and of the Council », Annexes 1 à 6, Bruxelles, 12 septembre 2018, consulté le 25 septembre 2019. URL : [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-border-coast-guard-regulation-annexe-631\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-border-coast-guard-regulation-annexe-631_en.pdf)

que les politiques migratoires européennes tuent ? L'Europe, érigée en terre isolée, a déjà laissé périr 30 000 personnes depuis l'année 2000, rien qu'en Méditerranée (selon *The Migrants files*). Pourtant elles tentaient seulement de fuir des guerres, des traitements iniques et des conditions de vie indignes. Leurs espoirs se heurtent aux murs d'une Europe érigée en forteresse. Cela, l'article ne le mentionne pas non plus. Ne nous y trompons pas : ce ne sont pas "seulement" des personnes qui nous sont étrangères qui décèdent. Nous affirmons que chaque corps qui se noie, chaque vie arrachée s'accompagne de l'amenuisement de notre conscience et de nos valeurs. Voilà bien une menace réelle.

### **Angles-morts de l'article**

Le fait que Frontex soit très fort critiqué par des associations ne figure pas non plus dans l'article. Les actions de ces "héros" (comme le titrait au départ la journaliste rédactrice) sont dénoncées par de nombreuses associations (Agir pour la Paix, CNCD, Migreurop, à titre d'illustrations). Beaucoup de critiques venant du monde journalistique ont été faites concernant le manque de transparence de l'agence de contrôle des frontières. *Le Guardian*, notamment, avait déclaré que Frontex se rendait coupable de violations des droits fondamentaux. Par ailleurs, le journaliste allemand Arne Semsrott et l'espagnole Luisa Izuzuiza, une militante du droit à l'information avaient déposé plainte contre Frontex pour manque de transparence. Nous aurions aimé *a minima* une solidarité journalistique de la part de la RTBF<sup>3</sup>

L'article omet également de mentionner ce que Frontex nous coûte. Cette agence, garante de l'Europe forteresse, a investi, depuis l'an 2000... 15 milliards d'euros pour barricader ses frontières qui n'ont pour effet que de garder les personnes migrantes prisonnières à l'intérieur de nos murs physiques et numériques (fichages et contrôles) en complément d'une politique de l'externalisation (Turquie, Maghreb, Libye, collaborant ainsi avec des régimes autoritaires sinon des dictatures) qui représentent un marché lucratif, impossible à mener sans des politiques sécuritaires (et corollaires, racistes).

### **Frontex et ses dérives**

Ce sont bien les mesures de nos gouvernements démocratiques qui ont préféré investir des milliards d'euros dans des moyens issus de la haute technologie sécuritaire prônée par Frontex, distillant le principe de la libre circulation des capitaux, au détriment de la sécurité des personnes qui sont forcées de fuir la misère, les changements climatiques ou les dictatures.

Ainsi, durant la récente période des "vacances", des centaines de personnes sont mortes en mer, contraintes de fuir dans des embarcations de fortune, faute d'obtenir des moyens légaux de quitter des terres hostiles. Les avions et bateaux de Frontex ont empêché les missions de sauvetage des ONG en criminalisant leurs actions, en les poursuivant pour délit de solidarité

---

<sup>3</sup> "L'agence Frontex, ce géant européen hors de contrôle", Le Courrier International, [courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com), le 6 août 2019, consulté le 24 septembre 2019. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/enquete-lagence-frontex-ce-geant-europeen-hors-de-contrôle>

ou en les accusant de trafic d'êtres humains. Notons que cette épée de Damoclès poursuit également les hébergeur.se.s aujourd'hui.

### **Questionner la déontologie journalistique**

Cet article s'avère donc problématique, et ce, à bien des égards. En plus des questions soulevées précédemment, nous questionnons l'aspect déontologique. La mission du journalisme est d'informer et non de faire du publi-reportage. Faut-il le rappeler ?

Certes, protéger un territoire des trafics en tout genre, comme la criminalité, est indispensable. Néanmoins, Frontex, comme nous l'avons démontré, c'est avant tout le rempart de l'Europe forteresse.

Ce reportage unilatéral et partial est-il digne de l'ambition de la RTBF qui est d'offrir à ses auditeur.trice.s une information de qualité et de référence ? On attend mieux du service public.

### **Conclusion**

Le contrôle des murs aux frontières de l'Europe est le problème et non la solution. La hiérarchisation entre les personnes, la catégorisation entre celles et ceux qui ont le droit d'avoir des droits ou non sur le sol européen doit cesser. Les personnes qui risquent leur vie aux frontières doivent être sauvées et accueillies dignement. La solidarité est la seule solution pour faire face aux défis climatiques, démocratiques et économiques à venir.

### **Primo-signataires :**

Sarah Degée : enseignante et collaboratrice de l'Institut de Recherche Formation et Action sur les Migrations (IRFAM).

William Donni : Militant associatif et politique, membre du Mouvement Demain.

Nadia Echadi : enseignante et Coordinatrice du Maxi-Liens, Réseau Être Bon pour les enfants.

Benjamin Hanneke : journaliste, chargé de communication et organisateur d'événements de Musical Visit Brussels (Clap Culture asbl).

Eva Maria Jimenez Lamas : militante syndicale féministe et antiraciste.

### **Signataires :**

Kelly Bogaerts : enseignante.

Robin Bronlet : avocat, Progress Lawyers Network

Isabelle Chevalier : maman au foyer, bénévole pour l'association Deux Euros Cinquante.

Daphné Coquelle : militante.

Jean-Baptiste Dayez : psychologue social et militant.

Guillaume Defossé Godefroid : ancien président de la CNAPD, militant.

Stéphanie Demblon : militante, Agir pour la paix.

Martine Demillequand : collaboratrice pédagogique UCL, professeure de français.

Véronique Dockx : avocate spécialisée dans la défense des exilé.e.s et militante.

Mohamed El Hendouz : militant des droits humains.

Laye Fall : militant des droits humains.

Aude Garely : consultante média et politiques sociales.

Seyma Gelen : féministe décoloniale et enseignante.

Raphaël Gély : professeur de philosophie, Université Saint-Louis – Bruxelles.

Aliette Griz : auteure.

Yahia Hakoum : chercheur en relations internationales à sciencesPo Paris.

Anne Löwenthal : militante.

Altay Manço : directeur scientifique de l'Institut de Recherche Formation et Action sur les Migrations (IRFAM).

Isabelle Marchal : citoyenne du Monde.

Jacinthe Mazzocchetti : professeure et auteure.

Laura Merla : professeure de sociologie à l'UCLouvain.

Thomas Nagant : chargé de campagne au CNCD – 11.11.11.

Geneviève Parfait : militante des droits humains, membre de la LDH et de SINAC.

Marie Peltier : historienne.

Milady Renoir : poétesse militante auprès des sans-papiers.

Geoffrey Roucourt Perrozzi : militant LGBTQI+ et anti-discriminations, Conseiller CPAS à Ixelles.

Marianne Stasse : hébergeuse de migrants.

Benoit Van Keirsbilck : militant pour les droits humains des enfants.

Gilles Vander Ghinst : auteur et spécialiste en relations internationales.

Jacques Weerts : citoyen.

Olivier Dublin : animateur en éducation permanente, membre d'Attac B2.

Vincent Yzerbyt : professeur de psychologie sociale à l'UCLouvain.

Pauline Thirifays : enseignante.

Marie Fontaine : militante.

Viviane Wansart : metteuse en scène.

Sema Aydogan : militante féministe.